

MARDI 16 AOÛT 2016
72^e ANNÉE - N° 22266
2,40 € - FRANCE MÉTROPOLITAINE
WWW.LEMONDE.FR -
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY
DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

Le Monde

L'Allemagne se divise sur l'intégration des réfugiés

► Angela Merkel fait sa rentrée dans un contexte politique qui n'a jamais été aussi tendu depuis son arrivée au pouvoir en 2005

► Le gouvernement allemand a annoncé un net durcissement des politiques sécuritaires face au risque terroriste

► Sous la pression de l'extrême droite, une partie de la CDU réclame l'interdiction de la burqa et la fin de la double nationalité

► L'intégration des réfugiés divise désormais tous les partis politiques, y compris le SPD

PAGE 2

M ÉDITORIAL

LA FIN DE L'EXCEPTION ALLEMANDE ?

PAGE 21

Merkel fait face à une Allemagne qui doute

Après les attaques de juillet, la tentation sécuritaire – voire identitaire – se propage dans le paysage politique

BERLIN - correspondance

Angela Merkel fait lundi 15 août sa rentrée dans un paysage politique allemand qui n'a jamais été aussi troublé depuis son arrivée au pouvoir, en 2005. Pendant sa pause estivale, marquée par deux attentats terroristes et une fusillade à Munich, la chancelière avait chargé son ministre de l'intérieur, Thomas de Maizière, d'incarner la puissance publique. En l'absence de M^{me} Merkel, c'est lui qui s'est rendu sur les lieux des drames et a tenu des propos d'une fermeté inédite. Et qui se doit de répondre à la demande de sécurité, voire à l'angoisse identitaire qui émane de plus en plus de la société allemande.

La mission est d'autant plus compliquée que le calendrier électoral est chargé, dans un contexte de montée en puissance de la formation d'extrême droite, la très islamophobe AfD, qui compte tirer profit des doutes de la société allemande. Cinq scrutins

régionaux doivent se tenir d'ici à septembre 2017, date des prochaines élections générales, alors qu'Angela Merkel vient de perdre douze points (avec 47 % d'opinions favorables) dans les derniers sondages publiés début août après les attentats de juillet et le putsch raté en Turquie.

Tout juste un an après son célèbre « *Wir schaffen das* » (nous réussissons) d'août 2015, en prélude à l'arrivée de 1,1 million de réfugiés outre-Rhin, la chancelière est forcée de muscler son agenda sécuritaire, bien loin des images euphoriques d'Allemands accueillant les migrants à la rentrée 2015.

Conflits internes

Thomas de Maizière a été chargé de dérouler, dès le 11 août, un arsenal de réformes aux allures de programme politique, visant à « *renforcer la sécurité intérieure du pays* ». Y figurent des mesures pour augmenter les forces de police, renforcer les contrôles des réfugiés, faciliter les reconduites à la frontière, ou encore déchoir

Dans un pays travaillé par son faible taux de natalité, la question de la transmission des valeurs est de plus en plus sensible

de leur nationalité les djihadistes binationaux.

Il n'est pas certain que cela suffise. Les dernières annonces du même type remontent à quelques mois seulement et n'ont pas permis de calmer les peurs. Car les vraies questions, plus délicates, sont d'ordre identitaire. Elles se font entendre dans presque toutes les formations politiques: pouvons-nous intégrer les étrangers en Allemagne? Que pouvons-nous accepter? Que devons-nous

refuser? Dans un pays travaillé par son faible taux de natalité, la question du défi de la transmission des valeurs est de plus en plus sensible. Dans les classes populaires et dans les régions pauvres de l'Est, elle se double d'une angoisse de déclassement.

Dans toutes les formations politiques, on s'inquiète de ce phénomène, non sans conflits internes. Le parti de la chancelière, l'Union chrétienne-démocrate (CDU), au premier chef. Très critiquée depuis des mois par son alliée bavaroise la CSU, la CDU est également talonnée au niveau régional par le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD), qui joue à plein sur le mécontentement lié aux réfugiés.

Les 18 et 19 août doit se tenir une réunion des ministres de l'intérieur régionaux de la CDU, en présence de Thomas de Maizière. Leur plan de travail, baptisé « *déclaration de Berlin* », a déjà fuité dans la presse et contient des propositions qui vont bien au-delà du renforcement de l'arsenal

sécuritaire dans le pays. Deux d'entre elles sont emblématiques: il s'agit de l'interdiction de la burqa et de l'abolition de la double nationalité.

La première des deux met le doigt sur ce qui est considéré de plus en plus en Allemagne comme un symbole culturel de soumission de la femme, sujet devenu ultrasensible depuis les agressions de Cologne durant la nuit du Nouvel An, même dans un pays non laïque comme l'Allemagne.

« L'intégration, un défi immense »

Très contestée à gauche, la proposition d'abolir la double nationalité est, elle, plutôt liée au putsch raté en Turquie. Elle constituerait une remise en question de la législation entrée en vigueur en décembre 2014 qui supprimait l'obligation pour les personnes nées en Allemagne de parents étrangers d'avoir à choisir entre leurs deux nationalités à l'âge de 21 ans. Une réforme soutenue par la grande coalition et qui profite principalement aux Turcs. Pour certains membres de la CDU, la double nationalité risquerait de mettre les Turcs proches du président Erdogan en situation « *de conflit de loyauté* » vis-à-vis de l'Allemagne.

Le Parti social-démocrate (SPD) a aussitôt condamné cette proposition. Mais dans le même temps, un nouveau discours émerge

dans ses rangs. Erwin SELLERING, candidat aux élections de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, refuse par exemple de laisser à l'AFD et à la CSU l'exclusivité du discours critique sur l'accueil des migrants. « *La politique des réfugiés d'Angela Merkel a conduit à une scission dans notre société. Le climat en Allemagne a évolué. L'intégration est un défi immense. Cela ne suffit pas que la chancelière dise: je continue* », a-t-il déclaré au site du *Spiegel*, le 11 août.

Des propos similaires à ceux tenus par une figure phare du parti de gauche radicale Die Linke, Sahra Wagenknecht. La chef du groupe parlementaire de cette formation avait tenu juste après les attentats de juillet des propos très critiques sur la politique migratoire d'Angela Merkel, en insistant sur les problèmes d'intégration à venir. M^{me} Wagenknecht a depuis été recadrée par la direction de son parti, qui l'a accusée de défendre des positions proches de celles de l'AFD, alors que celle-ci attire une partie de l'électorat de Die Linke, en particulier dans l'est du pays. La question de sa nomination comme candidate du parti aux élections législatives fait depuis débat au sein du parti.

Paradoxalement, celle qui pourrait profiter le plus de cette tectonique des plaques est Angela Merkel. Figure stable et centrale, elle reste appréciée chez les sympathisants du SPD et les écologistes. Elle est toujours la chef incontestée de son parti en l'absence de concurrent sérieux. Son bilan économique est irrécusable. Et sa politique d'accueil des réfugiés est toujours soutenue par les principaux corps intermédiaires: syndicats, fédération patronale et églises, qui jouent un grand rôle en Allemagne. Elle a encore toutes les chances de remporter un quatrième mandat, qui pourrait bien être le plus difficile de sa carrière. ■

« La politique des réfugiés d'Angela Merkel a conduit à une scission dans notre société »

ERWIN SELLERING

candidat (SPD) aux élections de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale

CÉCILE BOUTELLET

Même à Berlin, le parti d'extrême droite AfD progresse

L'IMAGE DE BERLIN comme grande cité ouverte et multiculturelle pourrait en prendre un coup. Le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) est crédité de 14 % des intentions de vote dans les sondages pour les élections régionales, prévues le 18 septembre. En douze mois, le parti a réalisé une spectaculaire progression de douze points et pourrait rentrer dans la plupart des conseils municipaux de la capitale. Même si l'AfD vise plus particulièrement les quartiers de l'Est, bastions du parti de gauche Die Linke.

Comme Lichtenberg ou Marzahn-Hellersdorf. Ces quartiers sortis de terre dans les années 1960 sont typiques de l'ex-Allemagne de l'Est: les *plattenbau*, ces immeubles construits sur le même modèle, s'étendent à perte de vue. Dans ces quartiers gangrenés par le chômage et les problèmes sociaux, le parti Die Linke a obtenu entre

35 % et 40 % des voix lors des dernières législatives de 2013. Un score qui pourrait dégringoler en septembre. Lors des élections européennes de 2014, l'AfD a réalisé dans ces quartiers un score de plus de 10 % au détriment de la gauche radicale, qui a perdu sept points.

Opposition entre centre et périphérie

Le porte-parole de l'AfD à Berlin, Ronald Gläser, estime que l'AfD pourrait même arriver au coude-à-coude avec Die Linke le 18 septembre. « *Nous sommes forts là où Die Linke est fort. Beaucoup de leurs soutiens nous rejoignent* », affirme-t-il. La raison? La politique à l'égard des réfugiés. « *Le parti de gauche milite pour des frontières ouvertes et est un grand partisan de la société multiculturelle. Mais la base de leurs électeurs, sans doute plus que dans les autres partis, est très homogène ethniquement, explique-t-il, ces*

Allemands de l'Est, qui votaient Die Linke par protestation et insatisfaction, ce sont précisément ceux qui ont du mal avec cette vague d'immigration. »

L'AfD joue sur l'opposition entre le centre et la périphérie de la ville pour illustrer la division née de l'accueil des réfugiés en Allemagne. Alors que les prix de l'immobilier flambent à Berlin, la question des coûts du logement, inexistante il y a quelques années, sera au cœur du scrutin berlinois de septembre. Pour Ronald Gläser, « *les gens des quartiers centraux, dans leurs lofts chics, votent écologiste mais ils n'ont aucun contact avec les réfugiés. Bien sûr, les centres d'accueil sont installés dans les quartiers périphériques où le terrain n'est pas cher.* » Un argument servi à tort et à raison par l'AfD pour attirer l'électorat de Die Linke. ■

C. BT (BERLIN, CORRESPONDANCE)